

FR 14
33029
Case
FRC
25931

CONVENTION NATIONALE.

A N A L Y S E

DES PIÈCES JUSTIFICATIVES
DE L'OPINION

ÉMISE PAR VADIER,

*Dans ses lettres à Fouquier-Tinville, au
sujet des contre-révolutionnaires de
l'Arriège;*

IMPRIMÉE PAR ORDRE DE LA CONVENTION NATIONALE.

LA franchise & la simplicité de ma défense n'ont pu
laisser de doute sur la pureté de mes intentions & de
ma conduite.

Mais il n'y a rien de surabondant en fait d'honneur
& de délicatesse. Je ne dois donc rien cacher de ce qui

2
est dans mon souvenir ou dans mes mains pour justifier l'opinion dont on cherche à me faire un crime.

On ne peut exiger de moi rien de plus ; car on fait bien que je n'ai point d'autorité individuelle pour prendre des originaux ni même des extraits dans les dépôts publics.

On observera d'ailleurs qu'il ne s'agit *ici* ni de *révision de jugemens*, ni de recommencer des procès, ni de s'envelopper dans les formes. . . . Que faut-il pour terrasser la calomnie qui m'outrage ? Justifier que les hommes sur lesquels j'ai dit mon opinion, ne sont ni des *patriotes* ni des *innocens*.

Or, j'ai plus de matériaux qu'il n'en faut pour remplir victorieusement cette tâche. Voici l'aperçu des pièces que j'ai en main, ou dont j'indiquerai l'existence.

La première est une lettre de *Palmade*, un des condamnés, trouvée sous les scellés de *Solère*, & déposée au tribunal.

Je me contenterai de citer une phrase de cette lettre, qui est bien présente à ma mémoire. La voici :

« J'écris, par ce même courrier, à mon frère (*Palmade-Lestaut*, Chevalier de S.-Louis) ; je lui dis qu'il faut qu'il suive le *généreux* dévouement de la noblesse française *envers son roi*, s'il veut avoir part à *son estime* & à celle de la nation, & qu'il n'a qu'à émigrer ». Il invite en même temps *son ami Solère* « à vouloir le *seconder* dans cette entreprise & à faire tous ses efforts pour l'y engager, &c. »

Dans un autre endroit, il se réjouit de ce que « *les pères de la Merci* vont venir du Nord & du Midi pour la *rédemption des captifs*, &c. »

Il est aisé d'entendre que les hordes autrichiennes, prussiennes, espagnoles & piémontaises, marchant pour venger les Bourbons, d'après la coalition de *Pilnitz*, sont les

3
pères de la Merci, dont *Palmade* vouloit parler pour exciter le généreux dévouement de son frère.

La seconde pièce est une lettre de *Darmaing*, père de mon dénonciateur, écrite & signée de sa main, à son ami *Solère*, qui prouve que ce chef de parti dirigeoit depuis *Foix* toutes les manœuvres liberticides de la municipalité de *Pamiers*, qu'il avoit fait élire par la corruption des suffrages à prix d'argent, & au moyen d'une force armée envoyée de *Foix* avec du canon.

La troisième pièce est une autre lettre du même *Darmaing*, contenant la même preuve d'influence sur l'administration de *Foix* & de *Pamiers*; celle-ci n'est point signée, mais elle est en entier de l'écriture de *Darmaing*.

La quatrième pièce est une lettre du nommé *St.-Amand*, ci-devant capitaine au régiment de *Cambresis*, émigré, datée de *Taragone* en Espagne, à son ami *Solère*, maire de *Pamiers*, un des chefs des contre-révolutionnaires de cette ville.

La cinquième pièce est une adresse royaliste & servile, présentée au tyran à l'époque du 20 juin 1792, par la municipalité - *Solère*, ouvrage de *Darmaing* & de ses complices. Ces cinq pièces sont au tribunal.

La sixième est un cahier de déclarations d'un très-grand nombre de témoins, reçues par le comité révolutionnaire de *Pamiers*, en vertu du pouvoir à lui donné par un arrêté du comité de sûreté générale de la Convention.

Voici l'analyse courte & substantielle de ces déclarations dont il me reste le souvenir & des notices.

Jean Cahuc, quatrième témoin, déclare avoir oui dire à un des trois *Darmaing*, (c'est celui qui fut élu maire en

1790), qu'il vouloit partager au peuple le terrain appelé *la Boulbonne*. (ce qui a été effectué).

Avoir oui dire, dans l'assemblée de la section par les affidés à ce parti, qu'il falloit nommer aux places, les trois *Darmaing*, *Palmade* & autres, afin d'obtenir ce partage.

Sans-Montaré père, cinquième témoin, fait la même déclaration, & ajoute avoir vu chez *Darmaing* les maréchaussées qui tirèrent sur le peuple (en octobre 1790), & beaucoup d'armes de toute espèce.

Passerou, septième témoin, a déclaré que *Belloy*, commandant des maréchaussées, étoit logé chez *Darmaing*, homme de loi (père du dénonciateur), & avoir vu chez lui (à cette époque) *Monsirbent aîné*, un des condamnés.

François Sans-Montaré fils, huitième témoin, déclare qu'on a voulu le corrompre & capter son suffrage, en offrant de payer ses impositions.

Le nommé *Chalabre* (un des coupe-jarrets affidés aux *Darmaing*), lui offrit un écu pour se ranger de leur parti.

Pierre Loze, cordonnier, dixième témoin, déclare avoir vu (à cette époque orageuse) une affluence de gens suspects chez *Darmaing*, homme de loi.

Pierre Grand, onzième témoin, fait les mêmes déclarations que les quatrième & cinquième, concernant le partage projeté & effectué du terrain vacant & domanial appelé *la Boulbonne*, ajoutant que *Darmaing*, homme de loi, étoit le chef & le moteur de ce projet.

Il déclare qu'il a été fait des bulletins de scrutin par *Darmaing*, *Palmade* & leurs complices, dans leurs maisons; lesquels ont été de-là distribués dans les sections;

Qu'il a vu une affluence de gens suspects chez *Palmade*, les *Darmaing*, *Monfirbent* & *Rigail-Monnier*; qu'on y a tenu des discours séditieux; qu'on y a rédigé des pétitions anti-populaires, & qu'on s'y est efforcé de corrompre & de séduire les patriotes.

Jean Rescagnères-Pichounet, treizième témoin, déclare qu'il lui a été proposé de l'argent pour aller servir de garde aux triumvirs, qui étoient alors les *Darmaing*.

Pierre Dardigna, quatorzième témoin, déclare avoir vu, à l'époque terrible du mois d'octobre 1790, les maréchauffées chez *Darmaing*, ainsi que beaucoup de pistolets & autres armes de toute espèce.

François Bonnemaison, quinzième témoin, déclare qu'à l'époque des élections municipales de novembre 1791, il a vu qu'on payoit chez le nommé *Michel Allaux* le montant des impositions de tous ceux qui vouloient s'engager à voter en faveur des aristocrates; il a vu de plus les cavaliers de maréchauffée qui tirèrent sur le peuple en 1790, manger chez les *Darmaing*.

Pierre Poubert, seizième témoin, déclare avoir vu la troupe aristocratique appelée *bande noire*, instituée par le maire *Solère*, insulter & coucher en joue le drapeau du second bataillon des volontaires de l'Arriège, lorsque le détachement qui le conduisoit de Foix à Saverden, passoit en plein jour, & pendant une foie, dans les rues de Pamiers. Les *Rigail* frères & *Monfirbent* (trois des condamnés), étoient à la tête de cette bande. Ce témoin ajoute qu'un des officiers municipaux patriotes, qui demouroit de l'ancienne élection, fut dépouillé de son écharpe.

Mathieu Faure, dix-neuvième témoin, déclare que ; lors des élections, les suffrages étoient *achevés* par les *Darmaing*, *Palmade*, &c., que les patriotes étoient *contraints* de se retirer des sections, qu'on proposoit de l'argent à ceux qui vouloient se rendre la nuit chez les *Darmaing* pour les garder.

Il ajoute que les patriotes étoient *insultés* lorsqu'ils se rendoient à la société populaire, & que *Monfirbent*, apothicaire, étoit à la tête des aristocrates qui les outrageoient ;

Qu'une affluence de ces ennemis du Peuple se rassemblait chez *Palmade* par pelotons, & s'y rendoit par une porte dérobée ;

Que le drapeau du second bataillon des volontaires de l'Arriège fut insulté un jour de foire par une troupe de bandits, dont les frères *Rigail* étoient les chefs ;

Qu'après de la maison du citoyen *Ortala*, receveur syndic de la commune & marchand de fer, ces mêmes bandits s'armèrent des barres de fer, qui étoient dans la boutique, & en *assommèrent* plusieurs patriotes ; que le citoyen *Terra le fils* fut de ce nombre ; eut la tête ensanglantée, & tomba sans connoissance sur le pavé :

Raimond Igouet, vingtième témoin, déclare que les suffrages furent *captés* à prix d'argent lors des élections aristocratiques du mois de novembre 1791 ;

Que lors de la journée horrible appelée des *bûches bu bâtons*, *Larroire*, patriote & officier municipal de la précédente élection, fut maltraité, dépouillé de son écharpe, & reçut un rude coup de sabre :

Pierre Poumiès, vingt-unième témoin, déclare que tous les aristocrates affluèrent chez *Palmade*, les *Darmaing*, *Monfirbent aîné*, *Larrue aîné*, & que le nommé *Pieuse* ;

7
homme de sac & de corde, & repris de justice, étoit l'agent principal des *Darmaing*.

Ce témoin ajoute qu'il lui fut présenté une pétition qu'on lui dit être relative à l'affaire du partage de la *Boulbonne*, qu'il la signa de bonne foi, sans la lire, & qu'on lui apprit ensuite que c'étoit une adresse en faveur du tyran.

Baptiste Lapeyre, vingt-troisième témoin, déclare que des bulletins étoient distribués dans les sections pour y corrompre les suffrages; que les *Darmaing*, *Palmade*, *Solère*, les *Monfirbent*, *Rigail frères* & *Pilhes*, médecins, étoient à la tête de ces manœuvres.

Il ajoute que beaucoup de fusils à deux coups avoient été distribués à de jeunes gens non patriotes; que *Servolle*, procureur de la commune, marchoit à leur tête, sous prétexte de faire patrouille, &c.;

Que plusieurs patriotes furent massacrés près de la maison d'*Ortala*; que le jeune *Terra* demeura presque mort sur la place, &c.

Sébastien Faure, vingt-quatrième témoin, déclare qu'on a voulu le corrompre avec de l'argent pour se ranger à la troupe vendue aux *Darmaing*.

Jean Gailhard aîné, vingt-cinquième témoin, déclare que *Larrue* aîné vomissoit mille outrages contre les patriotes & la garde nationale, qu'il traitoit de brigands; que *Castel* aîné avoit voulu corrompre, de concert avec *Larrue*, les grenadiers & chasseurs, ce qui lui avoit mérité sa destitution du grade de capitaine;

Que *Darmaing*, à la section des *Cordeliers*, avoit séduit le peuple par l'appât du partage de la *Boulbonne*, que les suffrages y avoient été captés; & dix électeurs artificieusement nommés;

Que des rassemblemens nombreux d'aristocrates avoient lieu chez *Darmaing* & chez *Palmade*; que beaucoup d'armes à feu de toute espèce avoient été trouvées chez *Darmaing*, homme de loi;

Qu'un décret au corps fut laxé contre le déclarant & son frère, en 1790, par *Palmade*, alors juge du fénéchal, d'après une procédure furtive, composée de témoins aristocrates; & que cet acte vexatoire, & l'arrestation qui s'en suivit, fut l'occasion du meurtre de plusieurs citoyens;

Qu'à la journée des bûches (en novembre 1791) *Rigail-Monier*, *Monfirbent*, apothicaire, *Pilhes*, médecin, & *Cardailhac-Ferrière*, étoient à la tête des bandits attroupés contre les patriotes;

Que quelques jours après, les mêmes bandits outragèrent & ajustèrent leurs fusils sur le drapeau du second bataillon des volontaires de l'Arriège;

Que *Servolle*, procureur de la commune, ordonna aux soldats du vingtième régiment, ci-devant Cambresis, de tirer sur le peuple.

Ortala, receveur-syndic, trentième témoin, avoue avoir donné plusieurs quittances d'impositions sur des billets de *Michel Allaux*. Il dit avoir été chez les *Darmaing*, & y avoir vu plusieurs fusils & autres armes; il avoue que, dans la journée des bâtons, il fut pris chez lui plusieurs barres de fer.

Michel Allaux, trente-unième témoin, déclare avoir vu les maréchaussées du département, & beaucoup de particuliers, allant & venant chez *Darmaing*, & plusieurs fusils à deux coups; il a vu *Monfirbent* aîné faisant signer des adresses ou pétitions, & les aristocrates faire des billets de scrutin dans les sections, & payer le montant des impositions à ceux qui vouloient leur donner des suffrages.

Vidal, trente-sixième témoin, a vu les frères *Rigail*, & *Monfirbent*, apothicaire, à la tête des bandits attroupés dans la journée des bâtons, & une affluence d'aristocrates chez *Palmade*, les *Darmaing*, *Larrue* aîné, *Monfirbent* aîné & *Castel* aîné.

Alexis-Loze, trente-septième témoin, a dit qu'on avoit voulu capter son suffrage pour l'élection de *Solère* à la place de maire & pour plusieurs autres municipaux, à quoi il se refusa.

Jeanne Gailhard, trente-huitième témoin, déclare qu'elle a vu *Monfirbent*, les frères *Rigail* & *Pilhes*, médecin, à la tête des aristocrates attroupés dans la journée des bûches; & qu'elle a vu une affluence de factieux chez les trois *Darmaing*, *Palmade*, & les frères *Monfirbent*, leurs agens.

Jean Escaich, trente-neuvième témoin, déclare qu'on a voulu le forcer, le sabre à la main, de s'armer d'une bûche dans cette même journée, & que c'étoit *Rigail* aîné, *Monfirbent*, apothicaire, & *Cardailhac-Ferrière* qui uisoient envers lui de violence, en criant qu'il falloit écor-teler *Larroire*, officier municipal, qui, revêtu de son écharpe, se présentoit pour rétablir la paix & le bon ordre.

Vincent Doriac, quarantième témoin, a vu les aristocrates se donner toutes sortes de mouvemens pour mettre en place les *Darmaing*, les *Palmade*, *Monfirbent*, *Larrue*, leurs meneurs; une connivence étoit établie entre les intrigans des deux sections; des mouchards alloient & venoient de l'une à l'autre: les patriotes furent contraints de se retirer.

Le témoin ajoute que, lorsque ceux-ci se rendoient à la société populaire, les ennemis du peuple, armés de

fulils à deux coups, leur *tiroient dessus* : le citoyen Bredeille fut atteint d'une balle à la tête.

La citoyenne *Belondrade* aînée, quarante unième témoin, déclare avoir vu à la tête des aristocrates attroupés dans la journée des bâtons, les *Rigail* frères, *Monfirbent* frères, *Castel* aîné & *Palmade*.

Les patriotes furent, ce jour-là, maltraités, menacés, *le pistolet à la main*; elle a vu refuser l'entrée des sections aux patriotes vêtus de l'habit national; elle a vu le nommé *Capel-Blanc* & quelques autres, qu'on tâchoit de corrompre avec des quittances d'impositions; elle a vu outrager & coucher en joue le drapeau tricolor du second bataillon des volontaires de l'Arriège, & des jeunes gens armés insulter les patriotes, les empêcher par des menaces de se rendre à la société populaire; ils avoient à leur tête *Moniër-Rigail*, *Monfirbent* aîné, *Castel* aîné, & deux inconnus qu'on croyoit être des émigrés; elle a vu couler le sang des patriotes dans la rue de l'Estang, où l'on fit feu sur le peuple.

Fontes aîné, quarante-deuxième témoin, dit que tous les prêtres réfractaires s'assembloient journellement chez *Palmade*. *Maury* fils, trente deuxième témoin, dit que le nommé *Palmade* assistoit assiduellement aux momeries de ces prêtres dans l'église discorde (*les Carmes*), où ils fanatisoient le peuple.

François Goudillou, quarante-troisième témoin, dit que les patriotes étoient contraints de se retirer des sections; que *Palmade* & ses conjoints faisoient courir des bulletins pour favoriser les élections aristocratiques: il déclare avoir vu les patriotes massacrés le jour de l'affaire des bâtons, par des bandits, dont *Moniër-Rigail*, *Monfirbent*, &c. étoient les chefs, & qui s'étoient armés

de barres de fer, prises dans la boutique d'Ortala; il a vu le patriote Bredeilhé, qui avoit la tête ensanglantée.

Pierre Bugard, quarante-quatrième témoin, a vu les agens de Palmade, Darmaing & consorts, distribuant des billets de scrutin dans les sections, pour favoriser des élections aristocratiques: il a vu des jeunes gens armés de fusils à deux coups, menacer & maltraiter les patriotes, & les empêcher de se rendre à la société; ils avoient à leur tête Monier, Rigail, Monsirbent, &c.; il a vu outrager un jour de foire le drapeau des volontaires, par une bande de factieux, qui avoient à leur tête Solère, maire, Pilhes, officier municipal, Rigail-Monier, Monsirbent. Les patriotes furent couchés en joue.

Les mêmes Rigail, frères, Monsirbent, Pilhes, médecin, &c., étoient à la tête des attroupés le jour des bâtons; ce témoin a vu aussi couler le sang du peuple dans la rue de l'Etang, lorsque les Darmaing armèrent contre lui les maréchaussées.

Pierre Delmas, quarante-sixième témoin, dépose sur les nombreux rassemblemens des conspirateurs chez les Darmaing.

Jenneton Fournié, quarante-huitième témoin, a entendu dire, à plusieurs reprises, à Larrue, que les patriotes étoient des brigands; elle a vu le drapeau du second bataillon des volontaires de l'Arriège outragé, & les fusils ajustés sur le détachement qui l'escortoit, sous les yeux du maire Solère, de Pilhes, officier municipal, Monsirbent aîné, par une foule d'aristocrates armés & furieux.

Tremège, cinquantième témoin, déclare que le peuple a été travaillé dans les sections pour mettre les aristo-

crates en place, & que les patriotes y ont subi les plus indignes traitemens.

Dominique Pomiès, cinquante & unième témoin, a entendu dire aux frères *Rigail*, aux *Monfirbent* & à *Larrue aîné*, que tous les patriotes étoient des *brigands*, que les *honnêtes gens* ne pouvoient fréquenter; &c.; il a vu des pétitions ou adresses *liberticides* promenées dans la ville, pour *surprendre* des signatures; des billets distribués dans les sections; il a vu le patriote *Bredeilhe* massacré près la maison d'*Ortala*, & *Marraffé* maltraité le même jour près la place aux grains; il a vu le sang des patriotes couler dans la rue de l'*Estang*, dépouiller *Larroire*, officier municipal, de son écharpe, le jour où les *Rigail*, les *Monfirbent* étoient à la tête des brigands armés de bûches; il a vu le drapeau tricolor *insulté*, & les patriotes empêchés de se rendre à la société populaire par une horde de jeunes bandits, armés de fusils à deux coups: il a déposé sur les conciliabules nocturnes tenus chez *Palmade*, où alloient en foule tous les aristocrates & tous les piêtres réfractaires.

Marraffé, cinquante-deuxième témoin, a entendu *Darmaing* & *Larrue* tenir les propos les plus outrageans contre les patriotes & la révolution. Les maisons de *Darmaing*, *Palmade* & *Michel Allaux*, servoient de repaire aux aristocrates & aux prêtres fanatiques; *Monfirbent* & *Castel aîné* firent tous leurs efforts pour désorganiser la garde nationale, que *Larrue* qualifioit d'un ramas de brigands.

Le témoin dépose ensuite sur les supercheries de *Darmaing*, au sujet du partage de la *Boulbonne*, & sur les ruses des chapeaux noirs, leurs associés, pour tromper & museler le peuple. Il repète tout ce qu'ont dit les autres témoins sur la journée des bâtons, les assassinats des patriotes sous la direction du maire *Solère* & de *Darmaing*, des *Rigail*, *Mon-*

surbent, &c. Il accuse *Castel* aimé d'être parvenu, par son influence au département, à avoir fait mettre sous le tapis toutes les pétitions des patriotes, pour n'accueillir que celles des aristocrates, &c.

Jean Cayrol-Anàrieu, cinquante-troisième témoin, & *Pierre Fournié*, cinquante-quatrième témoin, déclarent que la garde prétorienne du maire *Solère* étoit soudoyée par les aristocrates, & que le nommé *Lacvivier*, ex-noble, l'un d'eux, étoit chargé du dépôt des armes, & de les distribuer à ses satellites.

Telle est la substance de cette information qui, comme on le voit, ne laisse aucun doute sur les crimes & sur l'incivisme des *condamnés*.

La commission des vingt-un peut se la faire représenter en original, avec toutes les pièces que j'ai citées, & celles dont je peux avoir perdu le souvenir, si, contre mon attente, tout cela lui paroïssoit nécessaire.

La remise au tribunal est prouvée par mes lettres des 4 & 7 prairial à Fouquier-Tinville, lesquelles ont servi de base à la dénonciation de *Darmaing*.

La preuve de l'envoi qui en a été fait de Pamiers, existe dans deux arrêtés du comité révolutionnaire, des 22 & 29 floréal dernier, dont j'ai en main des collationnés portant en substance :

« Que la *correspondance* trouvée chez *Solère*, le *patoc* » d'adresses royalistes, ainsi que les *papiers* trouvés chez » *Darmaing*, avocat du tyran, seront de suite envoyés » au comité de sûreté générale ».

Le bulletin contenant le chargement de cet envoi à la poste, est sous le n°. 468.

Le second arrêté, en date du 29, porte « que l'*original* des *auditions* contre les détenus sera envoyé de suite » au comité de sûreté générale ».

Le bulletin de chargement est sous le n°. 476.

L'accusateur public a dû fournir au secrétaire commis qui lui a apporté ces pièces, une décharge qui est enregistrée au comité; & mes lettres, je le répète, contiennent la preuve qu'il les a reçues & dû produire lors du jugement.

La septième pièce est un cahier de déclarations de témoins, relatives à la *conspiration de Montaut*.

Cette enquête, qui est aussi au tribunal, est moins présente à mon souvenir; mais elle ne laisse aucun doute, ni sur la gravité du délit, ni sur le *caractère de contre-révolution* qu'il présente, ni sur les rassemblemens séditieux qui en ont *constaté* l'existence, ni sur le crime des quatre instigateurs qui, tous *fonctionnaires publics*, en feroient convaincus par le fait seul de leur inertie, de leur silence & de leur criminelle tolérance.

Un attroupement de brigands armés, dont plusieurs déserteurs de l'armée, se forme d'abord dans une plaine appelée *la Boulbonne*, & prend *rendez-vous*, pour le dimanche suivant, au lieu de *Montaut*.

Là, ils arborent la cocarde blanche, insultent l'arbre de la liberté, en disant : *J. F. tu ne subsisteras pas long-temps*; ils poussent le cri infame de *Vive Louis XVII!* proposent de se rendre au département pour s'y emparer de tout & *égorger* les administrateurs, promettent de ne point marcher aux frontières, mais au contraire de s'opposer au recrutement, &c.

Cazes, ex-notaire, *Juge-de-paix* du canton; *Dardigna*, notaire, le *factotum*, le *secrétaire immémorial* de la commune; *Voisard*, neveu de *Cazes*, notaire & *agent national*; *Tisseire*, commandant de la garde nationale, *ex-garde-du-corps* du ci-devant Monsieur, & qui a trois frères *émigrés* ou *déportés* en Espagne, souffrirent non-seulement ces criminels excès, mais ils se promenoient tranquillement avec les attroupés qui furent *hébergés* & reçus avec joie

par les aristocrates , le curé réfractaire, les fanatiques, dont Cazes s'est toujours montré & le *protecteur* & le *chef*.

Ces quatre fonctionnaires publics ne firent aucune diligence pour s'opposer à ces crimes contre-révolutionnaires commis *sous leurs yeux* ; ils ne les *dénoncèrent point* aux autorités supérieures : ce n'est point *par eux* que le procureur-syndic du district en fut averti.

Certains témoins les accusent au contraire d'en être les *instigateurs*, de les avoir *favorisés*, *provoqués* & *soutenus* même de leur influence & par leur argent.

Il s'est trouvé sous les scellés quelques lettres indicatives de leur incivisme, & une certaine *liste* d'habitans mal intentionnés des lieux de *la Bastide-Garde-Reynoux*, *Vil-neuve-du-Paréage* & *le Vernet*, dont certains sont impliqués & chargés dans la procédure & dans celle qui a été jugée au tribunal criminel de Foix. On trouvera le tout au tribunal révolutionnaire.

La huitième pièce est ce jugement rendu à Foix, dont j'ai en main un exemplaire que je remettrai à la commission.

On y verra la preuve de ces attroupemens liberticides, notamment de celui de *Montaut*. On y verra le projet scélérat de désarmer & d'*assommer* les patriotes de *Parriers*, *Saverdun* & *Mazères*, d'assembler quinze communes, de réunir huit à neuf mille hommes à *Montaut*, pour lesquels on avoit destiné des fusils & beaucoup de balles. De tels complots étoient provoqués par des propos incendiaires, des vociférations contre le régime démocratique, & contre les représentans du peuple, traités de *fripons*, de *grugeurs*, &c., &c.

Ce jugement, qui est du 9 septembre 1793 (vieux style), a condamné à la peine de mort *Paul Castel*, dit *Amelot*, & *Joseph Layrix* dit *Carol*, accusés contumax, en conformité des articles IV & VI de la loi du 10 mars précédent, & à la peine de la déporta-

tion à la Guyanne, *Antoine Saint-Aubin & Jean Delpech*, à la déportation jusqu'à la paix, *Antoine Layrix*, en exécution de l'art. III du tit. II de la même loi & celle du 7 juin de la même année, & a acquitté *Bernard Layrix*, fils de Joseph, & *Antoine Doumenc*.

Tous ces accusés étoient des *laboureurs* habitans de *la Bastide-Garde Reynoux*, village situé à demi-lieue de *Montaut*, & bien connus pour être les *agens & créatures* de *Cazes* & de ses complices.

La neuvième pièce est un cahier de déclarations d'un très grand nombre de témoins, dont je n'ai pas eu communication, envoyé au comité de sûreté générale par le comité révolutionnaire de Pamiers, comme il résulte d'un arrêté dont j'ai en main le collationné, portant en substance :

« Que l'enquête faite contre les individus traduits à » Paris par ordre du représentant du peuple *Chaudron-* » *Rousseau*, en exécution de l'arrêté du comité de sûreté » générale, en date du 6 thermidor, sera envoyé *sur-le-* » *champ* audit comité de sûreté générale de la Convention. »

Le bulletin retiré de la poste, & qui contient la *chargement* de l'envoi fait au comité de sûreté générale, est sous le n°. 614.

Cette enquête, d'après le rapport qu'on m'en a fait, contient les preuves les plus articulées & les plus lumineuses, non seulement des *crimes* des individus dont est question, & que le comité de sûreté générale a mis en en liberté sans les présenter au tribunal, mais encore de la *scélératesse* des dix condamnés de Pamiers, dont les derniers traduits étoient prévenus d'être les complices.

La commission voudra bien réclamer cette enquête au comité de sûreté générale, ne fût-ce que pour comparer dans sa sagesse la date de l'arrivée de cet envoi au comité,

mité, avec celle des arrêtés de mise en liberté des individus dont cette enquête fait le tableau.

Je crois devoir en donner une idée en transcrivant ici tout au long un arrêté du comité révolutionnaire de Pamiers, en date du 12 vendémiaire dernier, dont voici la teneur, &c que je remettrai à la commission.

EXTRAIT DES REGISTRES, &c.

Présidence de Laberty.

« Le comité en surveillance permanente, présens Laberty, Rousse fils, Bouquet, Pages, Carlet, Donat, Delcung, Genfon, Loze & Lefevre, un membre a dit : Citoyens, il existe un arrêté du comité de sûreté générale de la Convention, qui met en liberté le nommé Pilhes, médecin d'Aux, lequel, pendant tout le temps de sa résidence à Pamiers, a été le fléau des patriotes, le chef, moteur & instigateur des mouvements contre-révolutionnaires qui se sont manifestés dans cette commune : cet intrigant, s'affublant du manteau du patriotisme, a sans doute, à force d'astuce & de persidie, surpris la religion du comité. Je propose en conséquence :

» 1°. Qu'il soit écrit au susdit comité de suspendre l'exécution de son arrêté sur la mise en liberté dudit Pilhes, ainsi que des autres individus du département de l'Arriège, traduits à Paris par ordre de Chauvrou-Roussseau, représentant du peuple, lesquels pourroient être mis en liberté ; jusqu'à ce que la procédure que nous avons été chargés de faire sur leur compte soit parvenue audit comité.

» 2°. Qu'en attendant, le tableau de la vie politique du nommé Pilhes soit envoyé, avec l'arrêté que vous prendrez, au comité de sûreté générale.

Analyse des pièces, &c. par Vadier.

B

» 3°. Que vous *préveniez* ledit comité que vous lui
 » avez fait passer des lettres contre-révolutionnaires que
 » *Pilhes* écrivoit à *Soière* lors de votre envoi de la pro-
 » cédure sur les DIX ENNEMIS DU PEUPLE, dont le
 » tribunal révolutionnaire a fait justice : ces lettres doi-
 » vent être, ou parmi les papiers du comité, ou parmi
 » ceux du tribunal révolutionnaire.

» Le comité, considérant que le tableau de la vie po-
 » litique du nommé *Pilhes*, médecin d'*Ax*, lequel sera
 » prouvé vrai dans toutes ses parties par la procédure
 » qu'il va faire passer incessamment au comité de sûreté
 » générale, démontre la scélératesse dudit *Pilhes*;

» Oui & discuté le dire dudit membre, arrête à l'una-
 » nimité les trois propositions qui lui ont été faites.»

Pages, *Castet*, *Loze*, *Lefèvre*, *Donat*, *Bousquet*,
Genfon, *Delcung*, *Rouffe* fils, & *Laberty*, président,
 signés.

Voilà donc des concitoyens, des patriotes choisis par
 les représentans en mission, sous les yeux & selon le vœu
 du peuple, qui impriment à ses ennemis le caractère de
 réprobation qu'ils ont méritée par leurs crimes.

Et moi, représentant de ce même peuple, je me vois
 accusé à la face de la nation entière pour avoir exprimé
 la même opinion ! . . .

Ce n'est pas sur ma destinée que je veux émouvoir
 l'intérêt & la justice des âmes sensibles ; c'est sur la patrie,
 sur la révolution, & sur le peuple entier que j'appelle l'atten-
 tion de mes juges : que dis-je ? c'est leur propre cause que je
 défends, puisque c'est la loi même & la Convention qu'on
 attaque.

En effet, le devoir de tout bon citoyen n'est-il pas
 de dénoncer, de signaler les ennemis de la patrie lorsque
 la loi les frappe d'anathème, lorsque la Convention
 avoit déclaré qu'il n'y auroit ni paix ni trêve avec eux

La réaction de ces scélérats ou des restes impurs d'un

ils ont infecté la terre de la liberté, honore les individus qui en sont la victime; mais la patrie seroit perdue si on n'opposoit *le plus prompt* obstacle à ses conséquences.

On pourra s'étonner de ce que l'arrêté bien expressif du comité de Pamiers n'ait pu au moins *suspendre* la mise en liberté de ces détenus : mais ce n'est pas tout.

Ce comité a été renouvelé, & devoit l'être, en exécution des nouvelles lois; celui qui lui a succédé s'est empressé d'écrire au comité de sûreté générale pour lui témoigner sa sollicitude sur le retour de ces hommes dans leur patrie, sur leurs *jaillances*, sur le ressentiment & la vengeance qu'ils se promettent d'exercer contre les patriotes, leurs ennemis.

Cette lettre n'a eu d'autre effet que de provoquer la destitution de quatre membres du comité nouvellement élu; le choix en a été fait de manière qu'il n'en demeure aucun de Pamiers, chef-lieu du district, ni de son canton.

Ce n'est donc pas sans raison que je supplie la commission de porter son attention sur *les dates*; cette affaire est *trop délicate* pour ne pas la fonder dans *sa source* & dans *ses motifs*, afin de découvrir *la main* qui en a dirigé la marche.

Mais voici une pièce qui pourra l'éclairer sur l'injustice des persécutions que j'essuie : c'est une lettre que j'ai en original du citoyen Clauzel, *frère du député*, écrite sur les lieux aux représentans en mission, sur le compte d'un des condamnés que l'on traite aujourd'hui de *victimes* de ma vengeance.

Mirepoix, 12 avril 1793, second de la République.

Citoyens commissaires,

« Comme vous nous proposez de voir les citoyens de
 » diverses municipalités, je crois devoir vous dire que ceux
 » de celle des Allemands, près Pamiers, patriotes par
 » excellence dans les deux premières années de la révo-
 » lution, ayant été & étant sans cesse travaillés par le
 » citoyen Rigail, de Pamiers, duquel je vous remercie une
 » lettre ci-incluse, sont égarés à ce point, qu'ils ne
 » croient que ce qu'il leur dit; & profitant de l'empire
 » qu'il s'est acquis sur leur esprit, il les agite & les
 » fait mouvoir comme il veut. Cet homme, à ressources
 » infinies, a formé une société dans le village des Alle-
 » mants il en est le président depuis sa formation; il re-
 » çoit des feuilles aristocrates; il les lit & les com-
 » mente à sa façon; & lorsque ces bonnes gens sortent
 » des assemblées, ils n'en croient qu'à l'oracle qui vient
 » de parler..... Le mal est venu à ce point, dans ce vil-
 » lage, que le maire, rempli du civisme le plus ardent,
 » foncièrement honnête homme, l'idole autrefois des
 » citoyens de cette commune, n'a pu les empêcher de se
 » partager des communaux, partage que la loi a suspendu,
 » & qu'ayant voulu s'en plaindre, il a été menacé; il
 » n'est pas difficile de deviner à l'inspiration de qui.....
 » Lorsqu'il a fallu exécuter la loi du recrutement, Ri-
 » gail a appelé chez lui ceux qu'il a été sûr de diriger:
 » là, il leur a fait arrêter le mode de servir; & avant de
 » les laisser sortir, il leur a remis à chacun le bulletin
 » qu'ils devoient déposer; en sorte que lui seul a défi-
 » gné ceux qu'il a voulu sacrifier à sa haine & à sa ven-
 » geance. Il ne s'est pas contenté de cela: il a mené &
 » conduit les choses à ce point, que la municipalité a
 » osé dire à l'administration qu'il n'y avoit point d'habits

» uniformes dans sa commune, tandis qu'il est de fait
 » certain qu'à l'époque où le tribunal de Pamiers vit
 » installer ses juges, la garde nationale des Allemands étoit
 » une des mieux équipées.

» *Je serois infini*, citoyens commissaires, si je vous
 » rapportois le centième seulement de tout ce qu'on n'a
 » rapporté sur cet ARISTOCRATE, & DU MAL qu'il a fait
 » dans cette commune; je suis néanmoins bien certain
 » que si vous preniez la peine de faire inviter les habitans
 » des Allemands à vous aller voir à Pamiers, vous n'au-
 » riez pas la moindre peine à les ramener aux vrais prin-
 » cipes; je connois qu'ils aiment la liberté: *le mal est*
 » *qu'on les a trompés*, & qu'ils ne le connoissent pas.

» Mais quel espoir n'ai-je pas, citoyens commissaires,
 » en ce que vous voudrez bien faire pour ramener aux
 » vrais principes, des citoyens qui, je me plais à le croire,
 » desirent y rentrer!

» Le procureur-syndic du district de Mirepoix,

» Signé, CLAUZEL. »

Je m'abstiens ici de toute réflexion; mais je supplie la
 commission des 21, à titre de justice, de vouloir de-
 mander au comité de sûreté générale:

1°. L'enquête faite par le comité révolutionnaire de
 Pamiers, en vertu du pouvoir du comité de sûreté gé-
 nérale, contre les accusés de l'Arriège, traduits par ordre
 de Chaudron-Rousseau, & prévenus de complicité avec
 les dix condamnés de Pamiers.

Cette enquête annoncée audit comité le 12 vendé-
 mière dernier, lui a été envoyée le 19 du même mois,
 comme il résulte des deux arrêtés du comité révolution-
 naire, de ces deux dates que j'ai en main, & du bulletin
 de chargement retiré de la poste, sous le N°. 614.

2°. Un extrait des arrêtés qui ont mis en liberté tous

& chacun de ces accusés, avec expression des signatures & des dates.

3°. Le nom des membres du comité attachés, à cette date, à la région où se trouve le département de l'Arriège.

Ces trois articles importent essentiellement à ma défense & à la manifestation de la vérité. *L'exposé des faits*, sans autre développement, doit en convaincre la commission.

Cette enquête met dans le plus grand jour les crimes & les turpitudes des scélérats dont on vante l'innocence, & dont on veut venger la mémoire.

Darmaing va dire qu'on a fait aussi ces témoins: . . eh bien! ils sont encore pleins de vie: qu'on les fasse venir à Paris pour y être recolés en leurs dépositions. On ne doit rien épargner lorsqu'il s'agit de l'honneur de la représentation nationale, des intérêts du peuple & de la liberté.

Puisque la justice est à l'ordre du jour, chaque citoyen peut la réclamer: elle appartient éminemment aux accusés, & sur tout à des membres de la Convention, qui sont en proie aux calomnies & à la fureur de l'aristocratie & du royalisme, pour avoir servi le peuple avec énergie & comprimé ses ennemis.

La dixième pièce justificative est une information faite par le directeur du juré du tribunal du district de Pamiers, en date des 21 brumaire, 6 & 9 frimaire, l'an deuxième de la République, dont j'ai en main une copie que je remettrai à la commission.

Cette information a pour base les procès-verbaux dressés par le juge de paix, les 12 & 24 novembre 1791 (vieux style) que j'ai aussi, sur les événemens d'alors, & par lui renvoyés à la connoissance du tribunal: elle est composée de quinze témoins, dont voici les dépositions en substance:

Pierre Eychenne, premier témoin, déclare que le lundi, 24 novembre 1791, beaucoup d'aristocrates s'attroupèrent à l'occasion des élections municipales, dans la rue dite des Jacobins, armés de sabres, de broches & barres de fer, criant qu'il falloit ce jour-là exterminer tous les patriotes, & voir qui seroit le plus fort; qu'en effet il vit maltraiter un citoyen nommé *Terra*; & quelques autres ajoutant que lui témoin n'évita d'être assassiné qu'en se glissant dans la boutique d'un marchand appelé *Escaicth*, rue de la Croix-Rouge; que deux femmes, dont l'une nommée *Tenlié*, & l'autre *Jeanoune*, servante de *Delfour* aîné, officier municipal, étoient avec les attroupés, & suivoient le déposant en criant: voilà un coquin de patriote! il faut le pendre...

Jean Labouche, deuxième témoin, déclare que le 14 novembre 1791 (vieux style) ayant entendu battre la générale, il accourut à son poste sur la place d'armes, étant lui même tambour de la garde nationale; que n'ayant point trouvé de caisse pour lui, il s'en revenoit vers la place aux grains, où il rencontra près la maison du citoyen *Compans*, un nombreux attroupement d'aristocrates armés de broches & de grosses triques, qui le menacèrent, & l'eussent infailliblement assommé, si *Monier-Rigal*, qui étoit à la tête des attroupés, armé d'un sabre, n'eût dit à ces furieux: laissez-le passer, c'est un bon enfant. Il a ajouté avoir reconnu parmi les attroupés qui levoient les triques sur sa tête, les nommés *Capdunian* jeune, *Gratte*, minager, & le mari de la femme *Pachoque*, appelé *le Soulvier*.

Barthelemi Gracies père, troisième témoin, déclare que le 13 novembre 1791, vers une heure après midi, il vit de sa fenêtre un attroupement très-nombreux d'aristocrates armés de bâches, qui leur avoient été jettées de plusieurs galetas. Ces furieux avoient à leur tête *Pilhes*, médecin, *Monier-Rigail*, *Monfirbent*, *Cardailhac Ferrières*, *Capdu-*

nian, le jeune, & crioient à haute voix qu'il falloit courir à l'arsenal, s'emparer des armes & munitions, & tomber sur les patriotes; ajoute que le citoyen *Marraffe*, greffier du juge de paix, n'échappa à leur fureur qu'en se précipitant dans la maison du nommé Bayche; que *Larroire*, officier municipal, ayant voulu prendre intérêt à ce patriote, fut maltraité & dépouillé de son écharpe; que toutes ces horreurs ne cessèrent, que lorsqu'au bruit de la générale, les patriotes coururent aux armes, & firent, par la bonté de leur contenance, rentrer tous ces lâches dans leurs repaires.

Joseph Vidal, quatrième témoin, dit que le lundi 14 novembre 1791, il vit un très nombreux rassemblement dans la rue de la place, de gens armés de bâches, de sabres & de gros bâtons, qui enoient qu'il falloit s'emparer des armes & exterminer les patriotes; qu'à la tête des attroupés il reconnut *Menier - Rigail*, *Lafage* son beaufrère, *Thomas Chouet*, *Monsirbent* jeune, &c.; que les plus furieux de ces coupe-jarets, dont la troupe grossissoit sans cesse, étoit *Sevelin* (depuis guillotiné à Foix), *Berdot* dit *Languedoc* & le fils de *Pomier*; qu'il vit le citoyen *Marasse* assailli de coups de triques par *Capaudin* jeune, & *Cayrol* dit *Andrieu*; que *Larroire*, officier-municipal, fut maltraité pour avoir voulu prendre le parti de ce citoyen.

Etienne Dejean, cinquième témoin, fait à peu près la même déposition & dit avoir reconnu parmi ces assassins armés de triques, *Menier - Rigail*, *Rambaut* dit *Pimpen*, *Thomas Chouet*, *Cremazy*, *Castet*, *Cardilhac-Ferrère*, *Conferonneven*, *Barbe* cordonnier, *Traversier-les-Bayches*: ce dernier avec *Cardilhac* animant du geste tous ces assassins, & *Sevelin* (guillotiné à Foix): (cet aga des janissaires des *Dormans*), poursuivant le citoyen *Marasse* & le patriote *Larroire*, que le hasard seul déroba à sa fu-

reur. Le témoin cite encore le célèbre *Languedoc*, bien noté parmi tous ces coupe-jarets.

Marguerite Vidal, sixième témoin, déclare que ledit jour, 14 novembre 1791, elle vit avec frayeur se former un attroupement redoutable d'aristocrates furieux, armés de bâches, & fondant sur les patriotes : ce qui la détermina à quitter sa maison & à se réfugier dans celle du citoyen *Toulouse* son voisin ; qu'elle vit parmi ces assassins *Capduniau* le jeune & *Cayrol-Andrieu* s'élancer, une trique à la main, contre *Marassé*, qui n'esquiva le coup qu'en se précipitant dans la maison de *Bayche* ; qu'elle reconnut dans cette troupe de scélérats les deux frères *Sevely*, *Lafage*, *Monier-Rigail*, *Monfirbent*, *Berdot* dit *Languedoc*.

Jean Paschal père, septième témoin, dépose que ledit jour, 13 novembre, ayant vu les aristocrates s'armer & se réunir pour accabler les patriotes, il se réfugia dans un endroit retiré sur le haut de sa maison, d'où il entendit un grand bruit de gens attroupés, qui criaient en patois *que sorton azo se gaoufon* : ce qui signifie, *qu'ils sortent à présent, s'ils en ont l'audace* : cri qui paroissoit s'adresser vers la maison du déposant, reconnu pour un des meilleurs patriotes.

Alexis Loze, huitième témoin, déclare que, le 13 novembre 1791 (v. s.), veille des élections municipales, le nommé *Dardigna* lui proposa la quittance de ses impositions s'il vouloit donner son suffrage à *Soièrè* pour la place de maire, à *Lafage*, *Delfour*, *Pauly-Laborde* & *Loubes* pour officiers municipaux, à quoi le déposant se refusa avec indignation ; ce qui détermina *Dardigna* à le caresser en lui demandant le secret ; que le lendemain, 14, il vit un attroupement nombreux d'aristo-

Analyse des pièces, &c. par Vadier. B 5

crates armés de bûches, parmi lesquels il reconnut *Cayrol-Andrieu*, portant un coup de trique au citoyen *Marassé*, qui se réfugia chez *Bayche*, & le nommé *Barthe* le père, tamisier, qui crioit, en branlant la trique dont il étoit armé : *allons, le moment est venu d'aller enlever les armes de l'arsenal.*

François Delfour, neuvième témoin, déclare que le lundi 14 novembre, il vit un attroupement considérable de gens armés, qui frappèrent rudement à sa porte, avec menace de l'enfoncer & de monter chez lui, s'il ne venoit ouvrir; qu'ayant été obligé de descendre, on le força de se ranger parmi les attroupés, d'où il n'échappa que lorsqu'au bruit de la générale, les patriotes accourus eurent dissipé cet attroupement.

Pétronille Paschal, dixième témoin, dépose que, le dit jour 14 novembre 1791, elle vit venir, du côté de la Croix-rouge, un nombre effrayant d'aristocrates armés de grosses triques, ce qui l'engagea à se réfugier avec son père à la chambre du dernier étage de sa maison, d'où elle vit de sa fenêtre *Monnier-Rigail* à la tête des attroupés, qui saisit le citoyen *Delfour* & l'entraîna de force parmi sa troupe, rangée deux à deux dans la rue de la place; qu'elle entendit la femme *Simon*, boulanger, & celle de *Teulié*, marchand, crier avec fureur en patois : *ato es le cop, aben prou tengut l'alende* : ce qui veut dire, *voici le moment : nous avons assez pris patience.*

Bertrand Paschal cadet, onzième témoin, déclare que, le lundi 14 novembre 1791, le nommé *Picatié* dit *Capel-Blanc*, lui proposa de lui faire fournir gratis tout le pain dont il auroit besoin de chez *Canton* dit *Mahon*, boulanger, s'il vouloit donner sa voix aux officiers municipaux.

paux que les aristocrates avoient en vue ; que le même jour, ayant entendu battre la générale , il se rendit à la place d'armes avec le citoyen *Bugard* , instructeur & aide-major de la garde nationale , qui étoit indigné de l'audace des ennemis de la liberté , des propos outrageans qu'ils osoient se permettre ; & qu'ayant pris les armes avec lui & beaucoup d'autres patriotes, eux & la troupe se rendirent en bon ordre vers la place aux grains, d'où les aristocrates attroupés & armés de bûches , s'enfuirent à toutes jambes.

Vincent Dauriac, dit *Saintaraille*, douzième témoin, dépose avoir ouï dire à *Antoine d'Elfort*, dit *Dague*, & à bien d'autres dont il ne se rappelle pas les noms, que les aristocrates avoient fait entre eux une coéquation, & remis une assez forte somme à *Ortola*, collecteur, pour délivrer à concurrence des quittances d'impositions à tous ceux qui, lors des élections, voudroient voter selon leurs vues ; que le lundi, 14 novembre 1791, qui est le lendemain de ces propos, il vit un attroupement nombreux vers la maison dudit *Ortola*, d'où il vit venir un nommé *Treméze Fournier*, armé d'une barre de fer, allant vers *Sainte-Hélène*, où il habite, & criant aux armes ; qu'un instant après, il vit passer le citoyen *Bredeilhe*, grenadier volontaire du second bataillon de l'Arriège, la tête ensanglantée, & reconnut parmi les aristocrates attroupés & armés de bûches, qui passèrent devant chez lui, les frères *Seveli*, *Lucas*, cordonnier, *Carme Barraquet*, &c., qui crioient avec fureur : *voici le moment ; il ne faut pas les épargner* ; ce qui engagea le déposant à fermer sa boutique & à se barricader chez lui.

Jean-Paul Gouze, treizième témoin, déclare que, le 14 novembre 1791, il a vu passer devant sa boutique

le nommé *Lucas*, armé d'une *barre de fer*, & les deux frères *Nadal* armés de *triques*, marchant d'un pas précipité; qu'ayant entendu battre la générale, il fut se joindre à la garde nationale près la maison commune. Cette troupe se rendit vers la place aux Grains, & donna la chasse aux aristocrates qui s'y étoient armés & attroupés.

Fabien Delcung, quatorzième témoin, dit que dans le mois de novembre 1791 (v. s.), ne pouvant en fixer le jour, il se rendit chez *Ortala*, collecteur, pour payer ses impositions; qu'il fut assez étonné d'y voir une affluence de citoyens qui recevoient de lui des quittances *sans rien déboursér*; que certains à qui on demandoit leur nom, étoient renvoyés, après vérification faite, sur un énorme patoc de quittances, chez le nommé *Michel Allaux*; que le déposant, indigné de cette manœuvre, la reprocha au collecteur, qui lui expédia enfin sa quittance, pour se débarrasser de ses leçons; que le lundi, 14 novembre, ayant vu un grand nombre d'attroupés dans la rue dite des Jacobins, armés de bâches & de *barres de fer*, prises chez *Ortala*; ayant appris que plusieurs patriotes avoient été blessés & maltraités, il se replia vers la place, où il trouva les citoyens *Larroire*, *Rouffe* & *Pagez*, officiers municipaux, *patriotes de l'ancienne élection*, occupés à donner des ordres pour rétablir la tranquillité; il y vit aussi les attroupés, à la tête desquels étoit *Cardailhac-Ferrieres*, les frères *Seveli*, *Lucas*, *Paubert*, &c., qui couroient après les tambours & les légionnaires, en criant: *c'est à présent qu'il faut aller s'emparer des armes*; que s'étant rendu sur la place de la maison commune avec beaucoup de patriotes, la troupe marcha sur quatre pelotons vers l'attroupement des aristocrates, qui prirent la fuite.

Jean Maury, quinzième & dernier témoin, déclare

avoir ouï dire au citoyen *Subra*, dit *Chiche*, que *Michel Allaux & Dardigna* distribuoient des *bons* pour des *quit-tances d'impositions* à tous ceux des citoyens actifs qui vouloient *voter* en faveur des aristocrates ; que le lundi, 14 novembre 1791, il entendit un grand bruit dans la rue ; qu'étant sorti à sa fenêtre, il vit un attroupement nombreux de gens armés de triques, qui crioient : *c'est à présent qu'il faut travailler comme il faut, en se vengeant de tous ces brigands*, c'est-à-dire des patriotes ; qu'il reconnut dans le nombre des attroupés *Cardailhac-Ferrière*, *Monfrérent* jeune, *Regis*, *Mariot*, &c.

On voit que cette procédure faite devant une autorité différente du comité révolutionnaire de Pamiers, que *Darmaing* prétend *dévoué* à mes volontés, produit pourtant le même résultat, parce que la vérité n'est qu'une ; & elle est ici d'autant plus évidente, que le *directeur du juré*, qui a fait cette information, est le propre *beau-frère* de *Darmaing*, père de mon dénonciateur. J'observe que c'est le seul allié à cette famille qui ait soutenu alors la cause de la liberté.

La onzième pièce est une pétition des prétendus citoyens actifs de Pamiers, c'est-à-dire des prêtres réfractaires, nobles, financiers & gens de palais, tendante à exclure le peuple ou les sans-culottes des sections, & à appeler une force armée étrangère, pour favoriser la corruption des suffrages.

Cette pétition, caractérisée par le royalisme & l'esprit anti-populaire qui y sont empreints, par l'incivisme & les qualités de ses signataires, fut trouvée nouée d'un large ruban blanc (symbole d'esclavage), sur le cadavre &c. dans les poches du nommé *Delfour*, d'exécrable mémoire, de cet officier municipal ennemi du peuple, qui, comme *Poulon & Berthier*, expia ses crimes sous la hache vengeresse du peuple, qu'il osoit braver par son insolente aristocratie.

C'est ce même *Delfour* qui , le jour des rois en 1792 , osa promener le drapeau blanc dans les rues de Pamiers , à la tête des prêtres réfractaires , des municipaux ses complices , & de toute la hord^e aristocratique armée contre les patriotes.

C'est cette pièce infame qui provoqua l'envoi d'une force armée avec du canon pour faire la contre-révolution , & allumer la guerre civile à Pamiers.

J'en remettrai la copie à la commission , qui en appréciera le texte & les signatures.

La douzième pièce est un procès-verbal dressé par le juge de paix de Pamiers , en date du 24 octobre 1791 , où sont relatés tous les événemens arrivés à cette époque affligeante pour les amis de la liberté.

On y voit la collusion scélérate des aristocrates de Pamiers avec les transfuges réfugiés auprès du directoire de Foix ; l'abus d'autorité & les outrages faits au sein des assemblées primaires , la compression des patriotes , la distribution des listes , le frelatement des scrutins , &c. &c.

Je remettrai cette pièce intéressante à la commission.

La treizième pièce est un procès-verbal du même juge de paix , en date du 27 janvier 1792 , qui constate les outrages & les avanies que la prétendue garde nationale , c'est-à-dire la *bande noire* aux gages des contre-révolutionnaires de Pamiers , osa se permettre envers un corps de volontaires qui passa dans la ville.

On voit figurer à la tête de ces *chouans* le nommé *Larrue* de la garde moderne de Capet , frère des deux condamnés , & qui étoit au château le 10 août ; *Castel cadet* , qui fut tué aux Tuileries dans cette mémorable journée , & frère aussi d'un condamné ; *Monier Rigail* , qui a subi le même sort , & les fameux *Pieuse* , *Languedoc* & *Bonnemaïson* , &c. tous satellites des *Darmaing*.

Ces monstres se proposoient de couper la tête aux

principaux officiers du détachement , & de les promener au bout de leurs piques. . . .

Le procureur de la commune , *Servolles* , prit part à cette affaire en faveur des assassins , leur prêta territoire à la maison commune pour y combiner leurs criminels complots.

J'ai en main la copie de ce procès-verbal , que je remettrai à la commission.

La quatorzième pièce est un autre procès-verbal du même juge de paix , en date du 11 mars 1792 , qui constate l'assassinat commis en plein midi sur la personne du citoyen Claude Seguela dit *Glaudon* , par les scélérats de la *bande noire* ; on y voit le détail des atrocités commises par cette soldatesque envers les patriotes , sous la protection de la municipalité , qui avoit soin de la pourvoir de sabres , munitions & fusils , qu'on ajustoit aux fenêtres des patriotes , & qu'on leur tiroit dans les rues.

On voit figurer dans ce procès-verbal le maire *Solère* , *Servolle* , procureur de la commune ; *Monier-Rigail* , capitaine de cette prétendue garde nationale ; *Loubes* , officier municipal ; le fils cadet de *Conferon* , & généralement toute la bande aristocratique en guerre ouverte contre les patriotes.

La quinzième pièce est un autre procès-verbal du même juge-de-paix , en date du 12 mars 1792 , d'où il résulte que , pour constater les événemens tragiques arrivés la veille , & recevoir les plaintes des divers assassinats commis envers les patriotes , le juge-de-paix a inutilement requis le maire *Solère* & la municipalité de lui prêter main-forte ; qu'après avoir éludé cette réquisition par des lenteurs & de faux prétextes , le maire finit par lui envoyer dérisoirement pour escorte les assassins mêmes contre qui les plaintes étoient dirigées , se jouant ainsi de la justice , de

la vie & du repos des citoyens, en ajoutant la dérision à la plus profonde scélératesse.

La seizième pièce est un autre procès-verbal en date du 2 novembre 1791, qui, avec celui du 24 du même mois, présente l'histoire complète des événemens tragiques & contre-révolutionnaires qui se sont passés à Pamiers, à cette douloureuse époque.

C'est là qu'est tracée la série des crimes concertés entre les chefs de parti qui étoient à Foix, & les satellites, les agens secondaires & les doublures qu'ils faisoient mouvoir à Pamiers.

On y verra comme, d'une part, on disposoit des hommes foibles par la séduction, & comme on comprimait par la terreur des armes & les assassinats, ceux dont on redoutoit l'énergie.

Ce sont ces deux procès verbaux qui sont la base de la procédure faite au tribunal de Pamiers par le directeur du juré, & dont j'ai rapporté la substance.

J'ai les copies de ces trois actes importans, que je remettrai à la commission. Il est une infinité d'autres pièces que je ne peux qu'indiquer, mais dont je n'ai pu jusqu'ici obtenir des copies. Je citerai dans ce nombre :

1°. Une procédure faite par le juge de paix de *Saverdun*, à raison des rassemblemens criminels, formés dans les environs de cette commune, notamment à *Moutaut*; procédure où les *condamnés* sont indiqués, dit-on, comme *inquisiteurs*;

2°. Un procès-verbal du juge de paix de Pamiers, qui constate que le jour des Rois, 6 janvier 1792, un drapeau blanc a été porté en triomphe dans les rues de Pamiers, par le nommé *Delfour*, officier municipal, à la tête des *prêtres réfractaires*, de la municipalité, de la *bande noire armée*, & de tous les aristocrates organisés en *farandole*.

Cette procession scandaleuse se fit à la suite d'un feu de

foie allumé au bout de l'allée des carmes , sur la place dite du moulin du pont neuf , en réjouissance du veto du tyran , sur le décret de l'Assemblée législative , concernant les prêtres.

3°. Autre procès-verbal du juge de paix de Pamiers , de la même époque à peu près , qui constate les coups de fusil tirés par la *bande noire* sur le drapeau , & détachement du second bataillon des volontaires de l'Arriège , qui passa à Pamiers le jour de la foire de carnaval en 1792.

4°. Autre procès-verbal du même juge , qui constate l'infame assassinat commis par cette même *bande noire* , sur la personne de la femme *Lecadelle* & de son mari , poignardés dans la nuit , & dans leur maison , à coups de baïonnettes.

5°. Plusieurs arrêtés de l'administration du district , alors séant à Mir-poix , qui constatent les manœuvres des aristocrates de Pamiers , la protection ouverte à eux accordée par le directoire , séant à Foix ; les plaintes des patriotes accueillies au district , & toujours repoussées au département par l'influence des *Darmaing* , & des émigrés de Pamiers , leurs complices.

6°. Nombre d'arrêtés , adresses , pétitions des sociétés populaires de Toulouse , Pamiers , Saverdun , &c. , qui constatent l'état d'oppression où gémissaient les patriotes de Pamiers sous la verge du directoire de Foix , & par l'influence vindicative des *Darmaing* , *Larrue* , *Palmade* , *Castel* , *Monfissent* , *Rigault* & consorts.

7°. Des adresses envoyées aux patriotes de Pamiers , par les officiers & soldats de la garde nationale de *Lavelan* , où ces braves gens témoignent leur regret d'avoir coopéré , *sans le vouloir* , aux succès funestes des ennemis de la liberté ; en obéissant aux réquisitions du directoire de Foix , en novembre 1791.

8°. Des arrêtés & procès verbaux de l'administration du département de Haute-Garonne , séant à Toulouse , qui prouvent que les patriotes , vexés à Pamiers , solli-

citèrent sa médiation auprès du directoire de Foix, qui la repoussa, ou qui du moins fut l'é luder avec hauteur.

9°. Des arrêtés & procès-verbaux des administrations du département du Tarn, séant à Castres, qui prouvent les relations de l'ex-évêque Royère, réfugié à Ax, avec le ci-devant comte de Lautrec-Toulouse, émigré.

Celui-ci écrivoit à Royère que le pays de Foix étoit la contrée du royaume la plus propre à former un noyau de contre-révolution ; qu'il y connoissoit beaucoup d'honnêtes-gens, aimant leur religion & leur roi ; que ce pays de montagnes & de défilés étoit très-propre à entretenir long-temps une guerre de postes.

Eh bien ! ce Royère, frappé d'un mandat d'arrêt adressé de Castres au directoire de Foix, fut surpris dans sa chambre à Ax, & eut pourtant le secret de se rendre invisible aux gendarmes, & de passer en Espagne, où il est encore.

Ne reconnoît-on pas à ce trait les honnêtes-gens qui aiment leur religion & leur roi ? & comment ce fanatique eût-il pu agglomérer autour de lui plus de deux cents prêtres errans comme les ours vers ces antres des Pyrénées, & prêcher avec eux, à un peuple ignorant, ses dogmes fanatiques & mensongers, si l'autorité supérieure du département n'eût tacitement approuvé ces désordres ?

Ignore-t-on que beaucoup de ces honnêtes gens ont signé la formule de serment au roi d'Espagne ; que le représentant du peuple en mission a trouvé cette pièce avec les signatures ? mais on croira difficilement peut-être que ces signataires, d'abord reclus, ont été non seulement mis en liberté, mais même placés dans des fonctions publiques.

C'est pourtant à la faveur de leur félonie, que les Espagnols s'étoient emparés de la Cerdagne française, de la Vallée de Carol, &c. ; & que sans la vigilance de

Dagobert, ils eussent pris *Mont-Libre*, & envahi les départemens de l'*Aude* & de l'*Arriège*.

Je remettrai à la commission des pièces qui prouvent les tentatives qu'ils ont faites pour surprendre l'entrée des ports par le district de *St.-Girons*, & reprendre la *Vallée d'Aran* & le *Haut-Cominges*.

Je demande à présent à tout homme juste qui aime sa patrie, qui voit de sang-froid & sans passion, si je suis coupable pour avoir conçu des alarmes, m'être exaspéré sur des hommes qui ont voulu perdre mon pays, & y amener l'esclavage & la guerre; & si la conviction que j'ai eue de leurs crimes, *par mes propres yeux*, n'est pas justifiée par les pièces dont je viens de donner le détail.

Je m'en repose entièrement & sur la paix de ma conscience, & sur l'incorruptible équité de la commission, & de la Convention nationale.

DE L'IMPRIMERIE NATIONALE.

Pluviôse, l'an III.

[The page contains faint, illegible handwriting.]

DE L'IMPRIMERIE DE LA BIBLIOTHEQUE

1891